

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU RCD S'OUVRE AUJOURD'HUI À ZÉRALDA

Le pouvoir censure les débats

Alors que l'université d'été du parti entre dans le vif du sujet ce matin, trois intervenants étrangers, deux Américains, Michael Moffo et Jeffrey England, et un Polonais, Zbigniew Bujak, n'ont, jusqu'à hier matin, pas obtenu leur visa d'entrée en Algérie. Ces trois intervenants devaient animer des ateliers qui s'articuleront autour de thèmes à portée hautement politique. Le RCD, dans une information publiée sur son site, dénonce une censure.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir)-

Parmi les premiers membres de campagne du candidat Barack Obama à la Maison Blanche, Michael Moffo était attendu pour animer un atelier autour de l'équation «Les jeunes et la politique».

L'atelier devait être présidé par son compatriote Jeffrey England, directeur supérieur du programme NDI pour le Maghreb. Le Polonais, Zbigniew Bujak, cofondateur de Solidarnosc, député et ancien détenu politique, devait animer, lui, un atelier sur «La société civile dans la tradition démocratique».

Ces trois invités à l'université d'été du RCD, sauf miracle de dernière minute,

ne seront pas aujourd'hui à Zéralda où se tient l'activité. Jusqu'à hier matin, ils ne sont pas vus délivrer leur visa d'entrée.

«Si ce refus venait à être maintenu, seule une inter-pération politique peut être donnée à ce blocage. Les Américains devaient traiter de la délicate et décisive question de la surveillance internationale des élections.

Quant au cofondateur de Solidarnosc, Zbigniew Bujak, il devait intervenir sur le rôle de la société civile, en l'occurrence les syndicats, dans la transition démocratique.

Traduit, «ce refus veut dire que les deux questions, qui ne figurent pas dans l'agenda politique du systè-

me algérien, doivent être éliminées de tout débat public», a dénoncé hier le RCD qui, par ailleurs, a informé que le reste des intervenants étrangers, Français, Italiens et Allemands, ont fini par obtenir leur visa.

La situation s'est débloquée pour ces derniers après que le RCD eut saisi officiellement le ministre des Affaires étrangères.

Deux alertes successives, le 29 septembre et le 13 octobre, n'ont pu faire sortir, a souligné le RCD, Mourad Medelci de son mutisme.

Ce n'est qu'à quelques jours de l'université d'été du parti que les invités européens du parti ont pu disposer du sésame leur permettant d'être du rendez-vous.

En dépit de cette censure, qui dit bien son nom, l'activité organisée ce week-end par le parti de Saïd Sadi reste de haute facture, tant par les thèmes soumis à débat que par la qualité des intervenants.

Parmi les thèmes retenus, on en retient ceux liés aux répercussions de la crise financière internationale sur l'émergence du Sud, à la participation des femmes musulmanes dans la vie politique, aux alternatives possibles face aux autoritarismes, aux stratégies de communication en politique, aux stratégies de développement dans les économies émergentes, etc.

Le RCD a retenu également de replonger dans l'histoire nord-africaine à travers une escale analytique du traité de Tanger de 1958. Mohand Laenser, ministre d'Etat et secrétaire général du Mouvement populaire marocain, Fredj Chaieb, ancien secrétaire aux relations internationales du RCD tunisien et enseignant à l'université de Tunis et Saïd Sadi, président du RCD et député, auront, tour à tour, à parler de Tanger 1958, entre pertinence historique et mise en œuvre politique.

Au menu de l'université d'été figure aussi la problématique Nord-Sud. Celle-ci sera analysée dans son origine et ses conséquences de coopération avortée, par Gian Paolo Calchi Novati, directeur de l'Observatoire sur l'Afrique (ISPI) et responsable de la revue italienne de politique internationale.

La crise financière internationale sera décortiquée par deux spécialistes, Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE), et Karl-Heinz Paque, ancien ministre des Finances du land de Saxe-

anhalt et professeur d'économie internationale.

Deux Français, Caroline Fourest, écrivain essayiste, et Faimentta Venner, écrivain cinéaste, parleront respectivement de l'alternative au totalitarisme et de comment faire partager la parole des femmes musulmanes.

Des universitaires algériens, à l'instar de Slimane Medhar, psychosociologue à l'Université d'Alger, et Abdemadjid Merdaci, historien à l'Université de Constantine, se chargeront de remonter l'histoire pour mieux parler du présent.

S. A. I.

Exécutif et conseil national réunis hier soir

A la veille de l'ouverture des plénières de son université d'été, le RCD a réuni successivement, hier, son comité exécutif et, en session ordinaire, son conseil national. Les deux instances ont eu à se pencher sur «l'année de présidence à vie» du président Bouteflika.

Ils ont eu également à discuter du refus de visas aux intervenants étrangers invités à l'université d'été.

S. A. I.

LE FLN PRÉPARE LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

La question des primaires sera tranchée la semaine prochaine

La direction du Front de libération nationale soumettra, dès la semaine prochaine, une directive à l'ensemble de ses structures de base afin de régir l'organisation des élections primaires en vue du renouvellement de la composante du Conseil de la nation.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) -

Branle-bas de combat au FLN. Le parti que dirige Abdelaziz Belkhadem tente de résoudre la problématique des candidatures aux élections sénatoriales du mois de décembre prochain. Le recours à des primaires pour élire les 48 candidats du parti s'est imposé comme l'unique solution.

«Le parti a tenu une série de réunions et de consultations afin de déterminer les modalités et les procédures d'organisation des élections primaires», a indiqué, hier, Saïd Bouhadja, porte-parole

du Front de libération nationale, au sortir d'une rencontre qui a réuni les membres de la direction de cette formation. Une seconde réunion des ministres du parti s'est également tenue au cours de l'après-midi pour étudier cette question.

Selon Saïd Bouhadja, une directive officielle sera transmise dès la semaine prochaine à l'ensemble des mouhafadhas. «Toutes les mesures seront inscrites dans ce document qui entrera en vigueur la semaine prochaine», a-t-il assuré.

Bouhadja a toutefois précisé que la direction du parti envisage de sanctionner les élus locaux qui échoueraient aux primaires et qui se présenteraient malgré tout aux sénatoriales en qualité de candidat libre. «Les primaires permettront de déterminer de manière démocratique ceux qui sont aptes à représenter le FLN lors de ces échéances.

Le principe démocratique doit être respecté par tous. Ceux qui seront éliminés de la course ne devront pas se présenter en qualité de candidat libre.

Auquel cas, ils s'exposeront à de graves sanctions disciplinaires», a insisté le porte-parole du FLN qui se dit, cependant, opti-

miste quant au respect des résultats des primaires. Pourtant, au niveau de la base, la situation est loin d'être idyllique.

Un nombre important d'élus locaux espère pouvoir décrocher un siège au Conseil de la nation. Un statut des plus enviables avec des indemnités mensuelles de plus de 30 millions de centimes et son pack de privilèges.

Mais les places sont limitées et il n'est pas sûr que les prétendants acceptent les «règles démocratiques» que tente d'imposer la direction du Front de libération nationale. A ce titre, il est utile de rappeler la débâcle de ce parti en 2006, alors qu'il était majoritaire dans les assemblées locales. Une

catastrophe due essentiellement à l'absence de discipline au niveau des structures de base, ce qui a conduit de nombreux candidats à se présenter en dehors du cadre du FLN. Eux aussi avaient été menacés de sanctions disciplinaires par le secrétaire général. Il n'en fut rien.

Il faut dire qu'en 2009 la situation n'a pas réellement changée. Elle semble même avoir empiré dans la grande majorité des wilayas. L'organisation des primaires sera donc un examen pour l'actuelle direction avant la tenue des sénatoriales puis du 9^e congrès ordinaire prévu pour le début de l'année 2010.

T. H.

NOUVEAU RÈGLEMENT PARASISMIQUE POUR LES OUVRAGES D'ART

Il entrera en vigueur en 2010

L'Algérie aura son premier règlement parasismique appliqué aux ouvrages d'art dès l'année prochaine. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, qui s'est réuni hier avec les directeurs de wilaya. Concernant l'achèvement des travaux de l'autoroute Est-Ouest, le ministre est formel : les travaux seront achevés avant les délais contractuels.

Salima Akkouche -Alger (Le Soir) -

Le ministre, qui a réuni les directeurs des travaux publics des 48 wilayas pour une rencontre d'évaluation du programme sectoriel 2005-2009, a également présenté les grands axes du futur programme quinquennal 2010-2014.

Selon le ministre, après une phase de rattrapage des retards, les projets du prochain programme seront des projets de développement et de modernisation. Pour le prochain quinquennal, les sugges-

tions du secteur sont de 3 200 projets. Ce futur programme verra le lancement officiel, dès l'année prochaine, du premier règlement parasismique appliqué aux ouvrages d'art, conçu par des experts algériens en collaboration avec leurs homologues étrangers.

«Ce règlement est attendu depuis l'indépendance», a précisé Amar Ghoul.

Parmi les perspectives de 2010, s'inscrivent également l'engagement d'un plan vert routier

national, la création d'une structure nationale pour l'encouragement et l'accompagnement de l'utilisation des matériaux locaux, l'application du système d'analyse et de gestion d'entretien routier, ainsi que l'encouragement de l'utilisation de l'énergie solaire, surtout dans les grandes routes du Sud.

Le ministre a annoncé la création du forum des travaux publics. Il sera un espace de concertation entre le maître d'ouvrage et l'outil de réalisation pour initier des lois pour les grandes réformes dans le domaine.

Evoquant le bilan des projets du quinquennat 2005-2009, qui a concerné 3 000 projets pour un coût de 2 000 milliards de dinars,

Ghoul a précisé qu'ils ont été achevés à 90 % jusqu'à fin mai 2009. Ce dernier mise sur un pourcentage de réalisation de 98 % pour la fin de l'année en cours.

Toujours aussi satisfait, le ministre dira que ce sont 68 000 km de routes qui ont été modernisées ou réhabilitées à travers le territoire national. En ce qui concerne le désenclavement des régions isolées, 3 000 routes ont été désenclavées. En matière de signalisation routière, 90 000 km de routes ont été dotées de signalisations verticales et 80 000 horizontales, 40 trémies ont été réalisées. Ghoul a fait état, également, des points noirs au nombre de 300, pouvant entraîner des acci-

dents dangereux qui ont été sécurisés par la mise en place d'une signalisation efficace.

Quant au volet entretien des routes, il est relevé 500 maisons cantonnières et 15 parcs. Pour ce qui est des aéroports, 82 projets ont été inscrits dont 55 aérodromes ont été réalisés.

Au sujet de la formation de la ressource humaine, Ghoul dira que son secteur a contribué à la création de près de 650 000 postes d'emploi.

Quant à leur achèvement total, le ministre a affirmé, encore une fois, que tous les projets seront livrés avant les délais contractuels, «sauf force majeure».

S. A.